

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL LOIRE HAUTE- LOIRE**

Établissement de crédit et courtage d'assurance, société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code monétaire et financier au capital de 30 982 912,20 €

Siège social : 94 rue Bergson, 42000 Saint Etienne

Inscription au registre du commerce de St Etienne 380 386 854 00018, APE - 651 D

Cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

# SOMMAIRE

<b>PARTIE A - RAPPORT D'ACTIVITE SUR LE PREMIER SEMESTRE 2008 .....</b>	<b>3</b>
I. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS .....	3
a. <i>Changements de principes et méthodes comptables</i> .....	3
1. Application du référentiel IAS/IFRS .....	3
II. RESULTATS CONSOLIDES .....	3
a. <i>Environnement économique et financier</i> .....	3
b. <i>Résultats consolidés</i> .....	5
III. STRUCTURE FINANCIERE .....	7
a. <i>Les Fonds propres</i> .....	7
b. <i>Les ratios prudentiels</i> .....	7
c. <i>Les parties liées</i> .....	7
IV. RESULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITE .....	8
a. <i>Définition des secteurs d'activité</i> .....	8
b. <i>Analyse des résultats par secteur d'activité</i> .....	8
V. GESTION DES RISQUES.....	10
a. <i>Risques de crédit</i> .....	10
1. Définition - Description.....	10
2. Principales évolutions .....	12
3. Perspectives d'évolution pour le second semestre .....	20
b. <i>Risques de marché</i> .....	21
1. Description – Définition .....	21
2. Principales évolutions en terme :.....	21
3. Perspectives d'évolution pour le second semestre .....	21
c. <i>Risques particuliers induits par la crise financière</i> .....	21
d. <i>Gestion du bilan</i> .....	22
1. Risque de taux d'intérêt global .....	22
2. Risque de change.....	22
3. Risque de liquidité et de financement.....	23
4. Politique de couverture.....	24
e. <i>Risques opérationnels</i> .....	24
1. Description – Définition .....	24
2. Principales évolutions en terme :.....	25
VI. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE .....	27
a. <i>Le contrôle permanent</i> .....	27
b. <i>La prévention et le contrôle des risques de non-conformité</i> .....	28
c. <i>Le contrôle périodique</i> .....	29
VII. TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES .....	30
a. <i>Evènements récents</i> .....	30
b. <i>Perspectives pour le second semestre</i> .....	30
<b>PARTIE B. COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2008 .....</b>	<b>31</b>
<b>PARTIE C. DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DES RAPPORTS FINANCIERS .....</b>	<b>68</b>
<b>PARTIE D. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES ET RESUMES.....</b>	<b>69</b>

## PARTIE A - Rapport d'activité sur le premier semestre 2008

### I. Présentation des Etats Financiers

#### **a. Changements de principes et méthodes comptables**

##### 1. Application du référentiel IAS/IFRS

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers.

2. Changements de méthode comptable (Cf B. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2008 - 1 Principes et méthodes applicables dans le groupe)

Aucun changement de méthode comptable n'a été recensé sur les comptes consolidés intermédiaires au 30/06/2008.

**b. Evolution du périmètre de consolidation** (Cf B. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2008 - 2.1 Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice)

Le périmètre de consolidation est celui défini au 31 décembre 2007. Aucune nouvelle société n'est entrée dans le périmètre de la Caisse Régionale Loire Haute Loire sur le premier semestre 2008.

### II. Résultats consolidés

#### **a. Environnement économique et financier**

##### Perspectives 2008 en France : Pause conjoncturelle

La croissance française a surpris à la hausse au 1er trimestre 2008, à 0,5 % t/t. L'activité va fléchir à partir du 2ème trimestre, la hausse persistante des prix pétroliers se cumulant avec les autres chocs adverses (euro fort, freinage de la croissance américaine, crise financière). La croissance s'établira à 1,7 % en 2008. En zone euro et aux Etats-Unis, après avoir résisté en début d'année, la croissance est également appelée à fléchir.

##### Résistance de l'économie française en début d'année 2008

L'économie française a fait preuve de résilience en début d'année, face aux nombreux chocs adverses (freinage de l'économie américaine, euro fort, crise financière et flambée des prix des matières premières). La croissance du PIB pour le premier trimestre 2008 est ressortie

au dessus des attentes, à +0,5 % t/t. La croissance est apparue mieux équilibrée, la demande domestique et le commerce extérieur ayant apporté une contribution positive (+0,2 point de pourcentage).

#### Dégradation des perspectives d'activité à moyen terme

A court et moyen terme, les perspectives de croissance de l'économie française sont nettement plus défavorables. Le retournement des enquêtes de confiance dans tous les secteurs depuis le mois d'avril indique en effet un net fléchissement de l'activité. Nous tablons sur des rythmes de progression de l'ordre de 0,2-0,3 % t/t de croissance au 2<sup>ème</sup> et au 3<sup>ème</sup> trimestres. La croissance française s'établirait à 1,7 % en 2008 (après 2,1 % en 2007).

La flambée des cours du baril de pétrole depuis fin 2007 explique, à très court terme, le freinage plus fort qu'attendu et, de manière plus générale, la dégradation des perspectives de croissance de l'économie française jusqu'à la fin de l'année 2008.

La consommation privée devrait rester faible au cours des prochains trimestres, essentiellement du fait de l'impact négatif des niveaux élevés de l'inflation sur le pouvoir d'achat. Nous tablons sur le maintien d'un taux d'inflation supérieur à 3 % au moins jusqu'à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 (3 % attendu en moyenne en 2008). Si les ménages risquent de réduire leurs dépenses en conséquence, la consommation ne devrait pas pour autant s'effondrer. Les ménages devraient pouvoir puiser dans leur épargne pour compenser une partie de l'érosion de leur pouvoir d'achat. Au total, sur l'ensemble de l'année, la consommation privée devrait afficher un rythme de progression de l'ordre de 1,3 % inférieur à sa tendance historique (2 %).

L'investissement devrait également marquer le pas. Le renchérissement du coût des consommations intermédiaires va continuer à peser sur les marges des entreprises. Des conditions de financement plutôt restrictives vont également jouer. La persistance des tensions sur les marchés monétaires, et la volonté de resserrement du crédit exprimée par les banques, devraient en effet modérer l'offre de nouveaux crédits.

Au plan externe, le choc pétrolier étant global, il devrait également affecter la demande adressée, en particulier celle venant de nos principaux partenaires commerciaux européens. Nos exportations devraient donc ralentir.

#### Environnement européen et international

Après avoir résisté au 1<sup>er</sup> trimestre (+0,7 % t/t), grâce aux performances exceptionnelles de l'économie allemande (+1,5 % t/t), la croissance devrait nettement fléchir **en zone euro** dès le 2<sup>ème</sup> trimestre. La consommation privée devrait ainsi rester faible sur l'ensemble de l'année 2008, essentiellement du fait de l'impact négatif de la poussée de l'inflation (alimentation et énergie en particulier) sur le pouvoir d'achat des ménages. L'inflation devrait s'établir à 3,4 % en moyenne en 2008. L'investissement devrait également ralentir, les débouchés interne et externe étant moins porteurs. Par ailleurs, avec des conditions d'octroi de prêt plus

restrictives, les marchés immobiliers européens vont continuer à s'ajuster, d'une manière graduelle dans le cas de la France ou de l'Italie (avec des baisses de prix limitées), et plus prononcée pour les marchés en surchauffe comme l'Espagne ou l'Irlande. Au final, la croissance en zone euro s'abaisserait à 1,8 % en 2008 (après 2,6 % en 2007).

**Aux Etats-Unis**, la croissance est restée positive en début d'année 2008 (+0,2 % t/t), malgré la récession immobilière, la dégradation du marché du travail et la crise financière. La croissance devrait se redresser au 3ème trimestre grâce au stimulus budgétaire. Les effets positifs sur la consommation des ménages devraient toutefois s'estomper très rapidement dès le 4ème trimestre, en raison du niveau élevé de l'inflation. Au total, la croissance devrait s'abaisser en moyenne à 1,9 % en 2008 (après +2,2 % en 2007).

Enfin, au plan monétaire, l'accélération de l'inflation a conduit les banques centrales à accroître leur vigilance vis-à-vis du risque inflationniste. Après une hausse de 25 points de base de ses taux d'intérêt en juillet, à 4,25 %, la Banque Centrale Européenne pourrait à nouveau les relever si l'inflation continue à accélérer. Aux Etats-Unis en revanche, la Réserve Fédérale devrait laisser ses taux directeurs inchangés, les risques baissiers pesant sur la croissance étant élevés.

## **b. Résultats consolidés**

### Les principaux chiffres de la société -mère

Avec 9,1 milliards d'euros, l'épargne collectée progresse de + 2,4% sur un an avec un dynamisme particulièrement marqué sur les DAT (+ 116,5 %) et les livrets dont les encours progressent de 10,7 %.

Malgré un contexte financier tourmenté, les encours d'assurance augmentent de + 4 %. Les encours de crédit s'élèvent à plus de 5,4 milliards d'euros (+12,7 %) sur la période.

Les crédits habitats évoluent de 15,7 %, suivis par les crédits consommation (+11 %), les crédits d'équipement (+8,6 %) et les crédits trésorerie (+6,5 %).

Concernant l'offre de services et assurances, les contrats IARD progressent de 10.02% sur un an et les contrats prévoyance de 3.8%.

Les résultats positifs de l'activité commerciale s'accompagnent également d'un succès croissant en matière de conquête grâce à l'acquisition de nouveaux 8027 clients sur un an.

### L'activité du groupe

Le PNB généré sur la période s'affiche à 135,4 millions d'euros en baisse de 1,7 %. Cette évolution s'explique par la baisse du PNB portefeuille (- 8,9 %). En effet, le contexte des marchés financiers impacte défavorablement le portefeuille titres.

La Caisse régionale de Crédit Agricole poursuit sa politique de maîtrise des charges de fonctionnement avec une évolution limitée à 2,3 % sur la période.

Au niveau des risques, le taux de créances douteuses continue de diminuer (2.3% contre 2,7 % à fin juin 2007) et le taux de couverture s'affiche à 77.72%.

Le résultat net social connaît une progression de +8,1 % pour atteindre 53,3 millions d'euros.

Le résultat consolidé atteint 47.3 millions d'euros à fin juin 2008.

La contribution de sa principale filiale COFAM (financements spécialisés) est de 9.25 millions d'euros, soit environ 20% de la performance globale.

### **III. Structure financière**

#### **a. Les Fonds propres**

Les capitaux propres atteignent 1 023 328 K€ au 30 juin 2008 contre 1 139 416 K€ au 31/12/2007, les variations principales sont les suivantes :

- titres AFS => - 150 548 K€  
(dont - 145 792 K€ pour la BOETI E)
- Résultat semestriel => + 47 331 K€
- Dividende versé => - 11 492 K€

#### **b. Les ratios prudentiels**

A compter du 1er janvier 2008, le ratio global de solvabilité est calculé en application des règlements et instructions transposant en France le dispositif européen CRD (« Capital Requirements Directive »).

Les fonds propres consolidés, évalués suivant les normes du ratio de solvabilité européen s'élèvent à 581.6 millions d'euros.

Ainsi la Caisse Régionale affiche un ratio de solvabilité de 10.87% fin juin 2008 sur la base des comptes consolidés.

Le groupe représente une structure financière solide et dispose des capitaux propres nécessaires pour assurer ces propres ambitions de développement ainsi que celle du groupe Crédit Agricole SA.

#### **c. Les parties liées**

Les parties liées à la Caisse Régionale de Loire Haute Loire sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Les principales parties liées sont présentées dans la partie B - Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2008 - 2.4 ; Parties liées.

## **I V. Résultats par secteur d'activité**

### **a. Définition des secteurs d'activité**

Du fait de l'organisation interne du groupe crédit Agricole, et compte tenu des éléments réglementaires, les activités de chaque entité « élémentaire » peuvent se rattacher pour l'essentiel à deux secteurs pour la Caisse régionale de Loire Haut e-Loire :

- banque de proximité en France
- activité de crédit bailleur

### **b. Analyse des résultats par secteur d'activité**

L'analyse des résultats par secteurs d'activité va porter sur l'activité crédit bailleur.

#### **Une activité commerciale en forte croissance de + 17 %.**

Le groupe COFAM et ses deux sociétés opérationnelles LOCAM et SIRCAM ont poursuivi leur développement commercial au cours du 1er semestre, percevant ainsi les fruits de leur investissement dans un réseau commercial largement implanté dans toutes les métropoles régionales.

La production (nouveaux financements accordés et mis en place sur le premier semestre 2008) progresse de 17% à 172,5 M€ à fin juin 2008, (contre 147,8 M en juin 2007). Ce qui renforce l'encours global géré, de 8 %, porté ainsi à 553,76 M€.

La marge financière globale progresse quant à elle de 9 % à 28,06 M€ (contre 25,81 M€ à fin 06/2007).

#### **Une montée des risques sous contrôle**

La montée des risques constatée sur le premier semestre, résultant notamment de la recrudescence des défaillances de la clientèle suite à règlement judiciaires et liquidation judiciaire, impacte le coût du risque (+1,3 M€) sur le premier semestre.

Des mesures vigoureuses de pilotage de la situation ont été engagées pour amortir l'effet de cette dégradation, par une révision des modalités de collaboration commerciale et la mise en œuvre d'instrument de couverture des risques (fonds de garantie, révision des politiques d'intervention).

La contribution des services Pré-contentieux et Contentieux à la maîtrise des risques viendra parachever les mesures précédentes.

Pour le second semestre 2008, le dynamisme de l'activité devrait légèrement se ralentir, en raison de la dégradation générale du climat général des affaires.

Positionnées sur le marché des petits équipements à usage professionnel, dont la demande s'avère généralement moins sensibles à la conjoncture, le groupe anticipe une atteinte de ses

objectifs commerciaux, (supérieure à 94% à fin juin), grâce à l'intensification de la prospection commerciale et à la montée en puissance des agences nouvellement implantées. A noter également le redémarrage de l'activité de financements aux particuliers à travers la société SIRCAM (+66% sur le premier semestre).

### **Principales évolutions à venir**

Le renchérissement à venir du coût du refinancement, résultant des tensions sur les marchés financiers et de la politique de la BCE, devrait se traduire par un phénomène de pincement de la marge brute pour les années 2009 et suivantes, bien qu'un repositionnement commercial, sur certaines 'niches' sectorielles (site web, informatique), devrait permettre d'accroître les conditions financières de vente.

Le résultat prévisionnel 2008, quant à lui, pourrait être impacté par le coût du risque, dont l'ampleur dépendra de l'efficacité des mesures correctives prises (impact estimé de 1,3 M€), ainsi que par le ralentissement du prix moyen de vente lié au repositionnement commercial.

## **V. Gestion des risques**

### **a. Risques de crédit**

#### **1. Définition - Description**

##### 1.1 Définition

**Le risque de crédit** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute obligation financière

##### 1.2 Description

#### **- des outils utilisés, notamment sur les risques potentiels :**

L'action du premier semestre 2008 a visé à détecter des niches de risques sous forme de produits ou marché présentant des potentiels de risques.

Au total, 3 revues des risques latents ont été menées au 30 juin 2008 concernant le renouvellement des lignes pros, les comptes services optimum avec des flux en inadéquation et les reprises ayant une perte supérieure à 200 000 E, (en fonction de la qualité de leur note bale 2, de l'épargne et des flux confiés).

La méthode consiste en 2 lectures des dossiers détectés : une première lecture par les gestionnaires et une seconde lecture par la filière risques et la direction des crédits. Les fondamentaux financiers sont observés, les flux, le cercle risque et commercial du client également.

#### **- du fonctionnement des comités de suivi des risques crédit :**

Le reporting concernant le risque crédit et son évolution est effectué auprès de 6 instances spécifiques :

- Le Comité Mensuel Des Risques au Quotidien (CMRQ) :

Objectif : suivi et traitement des principaux dossiers irréguliers des réseaux.

Détection de niches de risques pour déterminer des plans d'action.

Composition : Responsable de la filière risques, représentants de la direction des crédits ainsi que les responsables d'unités du recouvrement amiable. Cette instance s'est réunie 6 fois sur le premier semestre.

- Le Comité Paritaire (des dossiers en anomalies à plus de 180 j)

Objectif : identifier les dossiers en gestion Recouvrement amiable qui nécessitent, compte tenu du risque avéré, un traitement contentieux et donc un changement de gestionnaire.

Périodicité : semestre

Composition : Responsable filière risques et représentants du service Recouvrement Amiable.

- Réunion mensuelle des risques

Objectif : Suivi de la politique risques de la Caisse Régionale, veiller à la maîtrise des risques nés et à venir (CDL, défaut), établissement des plans d'actions nécessaires.

Périodicité : mensuelle

Composition : Directeur financier et risques, Responsables filière risques, Responsable du Contrôle permanent, Contrôleur central des risques, Responsable Contentieux, Pilote des risques crédits.

- Le comité des risques Caisse Régionale :

Objectifs :

- l'élaboration et le suivi de la politique risques de la Caisse Régionale
- l'élaboration et le suivi de la politique provision

De manière plus précise ce Comité est chargé du suivi :

- de tous risques crédits de la Caisse Régionale (Risques nés et latents)
- des reportings des revues de portefeuilles y compris les encours sains
- des CDL et des plans d'actions des réseaux
- des grands risques et dossiers sensibles
- des dossiers du Contentieux
- des Délégations
- de la mise en œuvre de la réforme Bâle II .

Périodicité : trimestre

Composition : présidé par le Directeur Général, secrétaire : responsable de la filière risques. Directeur général adjoint, Directeur financier et des risques, Directeur des crédits, Directeur commercial, Responsable filière risques, Responsable du service contrôle permanent, pilote des risques crédit, responsable du service contentieux.

- La Direction Générale, bénéficie des reportings mensuels du contrôle de gestion, du contrôle permanent et de la filière risques. Elle statue sur les dossiers de crédit dans le cadre des délégations en vigueur.

- Le Conseil d'Administration : une fois par semestre, une présentation est réalisée sur la situation des risques crédits : évolution des encours et des niveaux de créances douteuses et litigieuses, répartition des risques par marché, par zone géographique, cartographies Bâle II, situation des gros encours risqués par marchés, niveau des provisions

De plus, une fois par trimestre, un état des principales dotations créances douteuses et litigieuses (> 200 KE) est reporté au conseil avec un récapitulatif semestriel au 30 juin.

## 2. Principales évolutions

### 2.1. Dans le domaine de la gestion des risques crédit

#### Organisation

Le logiciel PATRIC implanté fin 2007 pour gérer les dossiers du service recouvrement amiable est entré en phase de pleine charge sur ce premier semestre. Cette évolution permet une meilleure prise en charge du dossier par un agenda, des actions et l'intégration des concepts bale 2 et contribue à un meilleur pilotage du recouvrement amiable.

L'activité recouvrement amiable agricole a été transférée de la direction des crédits vers la Filière risques au cours de ce premier semestre. Ainsi, le service recouvrement amiable intervient sur tous les marchés en conformité avec les dispositifs réglementaires (séparation de l'instruction et du recouvrement).

#### Dispositif de notation

A noter la mise en œuvre de nouvelles grilles de notation élaborées au niveau national avec le concours de Moody's. Elles concernent :

- d'une part, le marché des reprises avec un plan de renotation engagé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007 et un point de passage au 31 mars 2008 à environ 40%,
- d'autre part, les professionnels de l'immobilier avec un plan de renotation qui sera engagé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2008.

De plus, pour les Collectivités Publiques, il y a eu un changement d'outil de notation avec la bascule de Mairicam vers Anadéfi en avril 2008.

### 2.2. Dans le domaine de la politique de sélection des risques

#### La banque de détail

Préambule : la politique de sélection des risques crédit est bâtie, depuis le mois d'octobre 2006, sur la stratégie des Usages Bâle II. Elle fait donc très largement référence à l'outil LUC (logiciel unifié de notation).

Cette approche est valable sur les trois marchés décrits ci-dessous : les particuliers, les agriculteurs ainsi que les professionnels.

Le principe est basé sur :

- Des critères d'interdiction de financement, critères positionnés en amont de toute analyse
  - Inscription Fichier des Incidents Caractérisés de Paiement ou Fichier Central des Chèques
  - Non-résidents et issus des pays du GAFI
  - Interdits bancaires ou judiciaires...
  - Contencieux actuels ou de moins d'un an à la Caisse régionale
  - Client ne semblant pas agir pour son propre compte
  - Reste à vivre inférieur à un seuil défini
  - ...
  
- Puis un second filtre vient s'ajouter : les exclusions systématiques de la délégation du réseau (qui impliquent donc une intervention des services instructeurs du Siège), basées sur
  - L'indicateur de risque calculé à partir de la note de contrepartie (client en risque fort ou aggravé par exemple)
  - Des critères liés au client (incidents sur compte, clients hors secteurs, ...)
  - Des critères liés au projet (restructuration, consolidation...)
  
- Après le passage de ces deux filtres (interdiction et exclusion), la politique de sélection des risques s'articule alors sur la combinaison de l'indicateur de risque et d'un score d'octroi qui intègre des données différentes suivant les marchés, cette combinaison déterminant le niveau de délégation et guidant la fixation du prix et de la garantie.

La grille de délégation, élément obligatoire dans tout dossier de prêt, reprend l'exhaustivité de ces critères. D'accès aisé pour le réseau (docthèque), elle comprend plusieurs versions suivant la typologie de crédit : prêt habitat ou à la consommation, prêt locatif, prêt Mozaic et cas spéciaux (les courts termes relais) pour le marché des particuliers par exemple.

### ➤ Dispositif de limites individuelles

#### **Modification majeure en 2007**

Nous avons abandonné en 2007 le système de subdélégation nominative du réseau de proximité, ce dernier présentant quelques inconvénients majeurs : historisation au cas le cas, impossibilité pour les contrôleurs de la Direction des engagements de s'y référer lors des contrôles de second degré, logistique délicate, positions non harmonisées...

#### Principales caractéristiques du nouveau mode opératoire :

- La délégation est maintenant associée à un métier ce qui signifie que, pour pouvoir assurer pleinement ses fonctions dans ce métier, il faut acquérir les compétences Crédit et Risque nécessaires à l'exercice de ce métier à hauteur de la délégation associée à ce métier.

- La délégation prend en compte la montée en charge des compétences dans le métier. Elle est croissante de la phase de débutant dans le métier jusqu'à celle commençant après 1 an d'exercice :

- en 2 périodes pour les Directeurs de Clientèle Professionnelle et Directeurs de Bureau.
- en 3 périodes pour les Conseillers Professionnels, Conseillers Agricole et Conseillers Particuliers.

- Les métiers impliquant un professionnalisme acquis en termes de crédit et de risque accèdent directement au niveau de délégation associé au métier : Directeur d'Agence, Responsable Point de Vente, Attaché Commerciaux et Conseiller Haut de Gamme. C'est également le cas pour les changements de poste dans le même métier.

- Si, à la confirmation pour une entrée dans le métier, le niveau de compétences requis n'est pas atteint, le collaborateur ne doit pas être confirmé.

- Le responsable hiérarchique direct doit évaluer régulièrement la montée en compétences du collaborateur et l'accompagner. Plus particulièrement dans tous les cas où il y a des difficultés à atteindre le niveau de compétences requis, qu'il s'agisse d'une entrée dans le métier ou d'un exercice déjà ancien du métier, le responsable hiérarchique direct doit mettre en place un accompagnement renforcé (plan d'actions) : accompagnement direct, action de formation complémentaire avec la Direction des Ressources Humaines, des Engagements, et la Direction Financière avec l'objectif d'amener le collaborateur au niveau requis.

**Ainsi aujourd'hui, toute personne connaît le montant de ses délégations dans le métier qu'elle exerce et dispose d'une grille de délégation pour border cette prise de décision.**

➤ **Instruction et mise en place des crédits à l'agriculture et aux professionnels**

**Modification de notre organisation au 1<sup>er</sup> trimestre 2008**

Les services chargés des crédits à l'agriculture et aux professionnels assuraient jusqu'en début d'année 2008 l'instruction, la décision dans la limite de leurs délégations, la réalisation et le contrôle des crédits. Depuis le mois de mars 2008, le back-office en charge de la mise en place et du contrôle de ces crédits a été centralisée sur un service indépendant des services instructeurs.

**Grande Clientèle**

Sur la grande clientèle, la notation est de longue date mais plus particulièrement depuis la mise en œuvre du dispositif Bâle 2, un élément majeur de sélection du risque et d'organisation de la délégation. Les seuils de signification sont déclinés à partir de la notation et tout dépassement de seuil entraîne la présentation du dossier pour avis au Pré-Comité Grands Risques (PCGR).

## **Marché entreprises**

Le marché des entreprises est défini comme l'ensemble des entreprises ou groupes d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1,5 M€ et, pour les activités de négoce et de distribution, à 3 M€, ce à l'exclusion des professions réglementées et des opérations immobilières.

La sélection se fait à travers plusieurs filtres :

- les interdictions de financement : partis politiques, escompte de "papier de famille"...
- les exclusions systématiques de la délégation des agences Entreprises (qui impliquent obligatoirement une autre lecture au niveau du Siège) basées sur :
  - o la notation Bâle 2 Crédit Agricole (Note Retenue de qualité inférieure à D-)
  - o des critères liés au secteur d'activité (golf, discothèque, parc de loisirs...)
  - o des critères liés au client (sauvegarde, mandat ad hoc, client hors secteur...)
  - o des critères liés au projet (LBO, prêt in fine, restructuration, consolidation...)
- Enfin la grille de délégation "Agence Entreprises" combine notation Bâle 2, niveau d'engagements global et par type de financement, garantie et prix.

L'entrée en relation est réservée aux entreprises la notation BDF va de 3 ++ à 4 voire 5 si la notation Bâle 2 CASA est meilleure ou égale à C-, toute dérogation relevant d'une décision préalable de la Direction des Engagements.

Les opérations de LBO ou assimilées font l'objet d'un dispositif spécifique combinant notation, montant, gearing, utilisation de la capacité d'autofinancement disponible, partage avec, en cas de non respect, une présentation du dossier pour avis au Pré-Comité Grands Risques R.

Pour le financement du besoin en fonds de roulement, la mobilisation du poste client est privilégiée avec, depuis 2006, 2 axes :

- un recadrage de la politique d'intervention et du process Daily,
- un développement volontariste de l'affacturage.

A noter qu'en avril 2008, la grille de délégation des Directeurs d'Agence Entreprises a été recalée pour tenir compte de l'évolution des grilles de notation Entreprises réalisée au niveau de Casa avec le concours de Moody's.

## **Marché des professionnels de l'immobilier**

Ce marché des professionnels de l'immobilier comprend les activités de promotion immobilière, de lotisseur et de marchand de biens ainsi que les investissements locatifs réalisés par ces professionnels ou supérieurs à 750 K€.

Les interventions de la Caisse Régionale autres que l'investissement locatif se limitent à son territoire et à l'accompagnement de quelques professionnels lyonnais clients historiques essentiellement sur le Grand Lyon. Au-delà, les opérations se font en partage avec la Caisse Régionale territorialement compétente.

Le financement de ces activités obéit à des normes notamment :

- normes de fonds propres pour les opérations de promotion, de lotissement et de marchand de biens,
- normes de pré commercialisation pour les opérations de promotion et de lotissement,
- normes de couverture des charges d'emprunt par les loyers et capacité de substitution de l'emprunteur pour l'investissement locatif.

La notation, la qualité du programme ou du bien dont l'emplacement, et le prix par rapport au marché sont des critères discriminants.

Enfin le professionnalisme de l'opérateur est désormais rédhibitoire. Depuis le début 2008, les programmes présentés par des opérateurs non professionnels ne sont plus étudiés.

A noter que l'outil Syntel a été mis en œuvre en 2008 et qu'il est utilisé pour le suivi des programmes financés depuis le début de l'année.

## **Marché des Collectivités Publiques et du Logement Social**

Ce marché comprend les Collectivités Publiques et leurs satellites, les Sociétés d'Economie Mixte, les Organismes de Logements Sociaux et les établissements du secteur médico-social (maisons de retraite notamment...). Ce marché reste assez peu risqué. Néanmoins la notation est utilisée pour dimensionner les engagements et fixer les marges. Une délégation est donnée aux Directeurs de bureau du réseau pour les communes jusqu'à 2000 habitants dont la dette par habitant n'excède pas 1200 € et dont la note Bâle 2 est égale ou meilleure que B.

<p>LI MI TE    OPERATI ONNELLE    pour 2008</p>	
<p><u>Limitation des risques par contrepartie</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· L'accord du Conseil d'Administration est nécessaire si les limites de 50M€ pour les collectivités publiques et de 9M€ pour les autres entités sont dépassées.</li> </ul> <p>Pour éviter le dépassement de ces limites, deux possibilités sont utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Un partage de risque auprès d'une autre entité du groupe Crédit Agricole et notamment Crédit Agricole CALYON (convention Alliance...)</li> <li>· La présentation du dossier à FONCARI S s'il est éligible</li> </ul> <p>Tout dépassement des limites implique une décision du Conseil d'Administration Caisse Régionale.</p>

## 2.3. d'exposition

### - Exposition maximale

En millions d'euros	Sources	30.06.2008	31.12.2007
Actifs financier à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs de contrat en unités de compte)	5.1	37 205	40 271
Instrument dérivé de couverture	Bilan Actif	8 732	15 462
Actifs disponible à la vente (hors titre à revenu variable)	5.2	159 563	163 275
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opération internes)	5.3	797 079	790 094
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	5 630 159	5 218 545
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Bilan Actif	263 553	258 450
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)</b>		<b>6 896 291</b>	<b>6 486 097</b>
Engagements de financement donnés	6	853 089	777 903
Engagements se garantie financière donnés	6	207 018	191 010
Provisions - Engagement par signature	5.10	2 873	1 399
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>		<b>1 062 980</b>	<b>970 312</b>
<b>Total exposition nette</b>		<b>5 833 311</b>	<b>5 515 785</b>

Exposition par agent économique

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique**

(en milliers d'euros)	30.06.2008					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
Administrations centrales						0
Institutions non établissements de crédit	330 627	209	112			330 515
Etablissements de crédit	784 896					784 896
Grandes entreprises	1 268 185	38 649	31 032	9 655	8 898	1 228 255
Clientèle de détail	4 130	860	57 411	38 861	22 055	18 707
<b>Total *</b>	6 514	568	96 269	70 005	31 710	27 605
<b>Créances rattachées nettes</b>						6 416 958
<b>Dépréciations sur base collective</b>						34 747
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						-24 467
						<b>6 427 238</b>

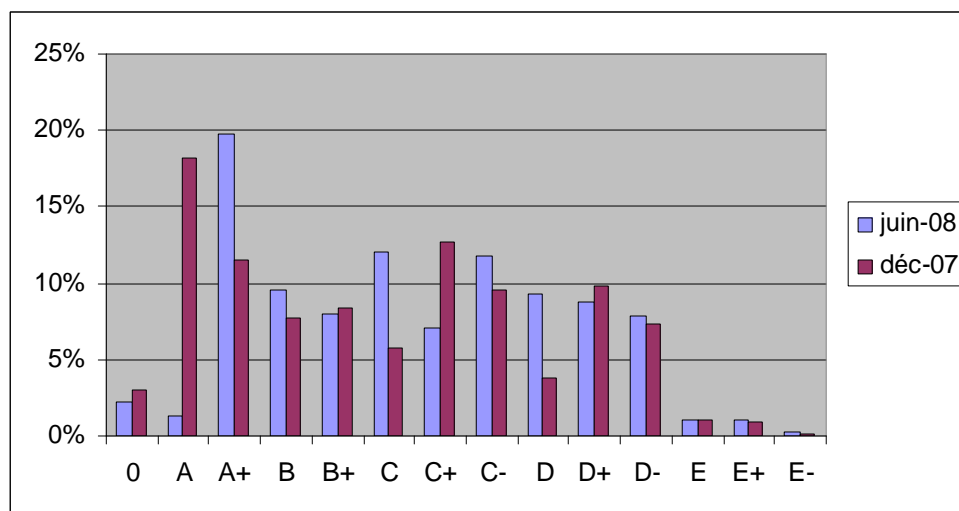
\* Dont actifs restructurés non dépréciés pour 5 269 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31.12.2007					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
Administrations centrales						
Institutions non établissements de crédit	318 918	171	137			318 781
Etablissements de crédit	776 759					776 759
Grandes entreprises	1 172 328	35 838	28 018	9 852	9 852	1 134 458
Clientèle de détail	3 829 592	58 472	41 590	19 835	17 126	3 770 876
<b>Total *</b>	6 097 597	94 481	69 745	29 687	26 978	6 000 874
<b>Créances rattachées nettes</b>						33 397
<b>Dépréciations sur base collective</b>						-25 632
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>6 008 639</b>

\* Dont actifs restructurés non dépréciés pour 3 928 milliers d'euros

## 2.4. Qualité des encours

### Répartition encours créances saines Corporate



Source Arcade

Grade 0 correspond aux encours sans notation

## 2.5. Cout du risque

Le coût du risque s'établit à 5,094 ME au 30 juin 2008 (prévision de 6,25 ME) en forte amélioration sur le 30 juin 2007 (7,840 ME) et traduit une bonne maîtrise des dossiers risqués. Cette évolution est corroborée par une amélioration du ratio cdl/encours qui s'établit à 2,30 % contre 2,38% au 31/12/2007.

### 3. Perspectives d'évolution pour le second semestre

L'évolution défavorable de certains indicateurs macro économiques (décélération de la croissance, baisse des investissements en entreprises, hausse des matières premières) ainsi que certains indicateurs avancés du risque (hausse du taux d'endettement des ménages, augmentation des défaillances d'entreprises, baisse des prix immobiliers et des ventes dans le neuf) laisse envisager un deuxième semestre plus difficile pour la gestion du risque. La Caisse Régionale doit donc anticiper en renforçant les revues de portefeuille (ciblage) ainsi que le suivi du risque au quotidien.

## **b. Risques de marché**

### 1. Description - Définition

**Le risque de marchés** représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés notamment : les taux d'intérêts, les taux de change, le cours des actions, le prix des matières premières, ainsi que de leur volatilité implicite..

### 2. Principales évolutions en terme :

Aucune évolution n'est à noter par rapport à la communication financière émise au 31/12/2007 en terme :

- D'objectifs et de politique
- De gestion du risque
  - Organisation et de dispositif de suivi
  - Méthodologie et système de mesure
- D'exposition
  - Activité de marchés (Value at Risk)
  - Opérations sur instruments dérivés

### 3. Perspectives d'évolution pour le second semestre

Une limite en VaR du portefeuille de titres de placements sera proposée au conseil d'Administration avec différents seuils d'alertes.

## **c. Risques particuliers induits par la crise financière**

Au titre de sa gestion de portefeuille, la Caisse régionale détient une exposition sur :

- o 3 lignes de CDO pour un montant de 8 M€, aucune exposition subprime ou sur l'immobilier résidentiel américain sur ces lignes. La notation de ces titres est A1, AA et AAA (stable).
- o 11 lignes de FCPR pour un montant engagé de 12.3 M€ (Fonds communs de placements à risques avec LBO, LMBO, et c...). Ces fonds sont investis dans des sociétés industrielles et commerciales françaises.

## **d. Gestion du bilan**

### 1. Risque de taux d'intérêt global

#### 1.1. Description - Définition

Le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financiers du fait de l'évolution des taux d'intérêt.

#### 1.2. Principales évolutions en terme :

Aucune évolution n'est à noter par rapport à la communication financière émise au 31/12/2007 en terme :

- d'objectifs et de politique
- de gestion du risque
  - Organisation et de dispositif de suivi
  - Méthodologie et systèmes de mesure

En terme d'exposition, la sensibilité du PNB est stabilisée sur la 1<sup>ère</sup> année.

#### 1.3. Perspectives d'évolution pour le second semestre

La mise en place du nouvel outil de mesure de risques de taux (CRI STAUX 2) sera effective en fin d'année et permettra des analyses mensuelles. De nouvelles limites (sur fonds propres, PNB et RBE) seront présentées en Conseil d'Administration.

### 2. Risque de change

Le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.

La caisse régionale n'effectue pas d'opérations directes de change pour son compte propre. Toutefois, il peut exister des positions avec risque de change dans le cadre de ses opérations de portefeuille (OPCVM).

### 3. Risque de liquidité et de financement

#### 3.1. Description - Définition

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

#### 3.2. Principales évolutions en terme :

Aucune évolution n'est à noter par rapport à la communication financière émise au 31/12/2007 en terme :

- d'objectifs et de politique
- de gestion du risque
  - Organisation et de dispositif de suivi
  - Méthodologie et systèmes de mesure
  
- d'exposition

Le coefficient de liquidité est resté bas sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre sous le double effet :

- du financement des opérations Casa (impact de 234 M€)
- de l'évolution des crédits (+ 100 M€ / 1<sup>er</sup> semestre 2007)

Pour financer ces opérations, la Caisse Régionale a procédé à 2 types d'opérations :

- achat de 300 M€ de ressources à court terme sur le 1<sup>er</sup> semestre
- mise en place d'accords de refinancement auprès de Casa pour 95 M€ de mars à juin puis 80 M€ de juin à fin d'année

Dans ce contexte le coefficient est maintenu à 100 %.

#### 3.3. Perspectives d'évolution pour le second semestre

Le 2<sup>nd</sup> semestre est traditionnellement plus favorable. De plus l'impact des opérations Crédit Agricole SA sera plus faibles suite aux remboursements attendus des avances et au débouclage final de l'augmentation de capital par Crédit Agricole SA.

#### 4. Politique de couverture

Aucune évolution n'est à noter par rapport à la communication financière émise au 31/12/2007 en terme de politique de couverture.

### **e. Risques opérationnels**

#### 1. Description - Définition

Dans le cadre de la réforme du ratio de solvabilité, le Comité de Bâle a introduit la notion de risque opérationnel dans le calcul du nouveau ratio McDonough et en donne une définition précise : « le risque de pertes dues à une inadéquation ou à une défaillance des procédures, personnels, systèmes internes ou à des événements extérieurs ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de son dispositif de gestion des Risques Opérationnels - Bâle II, le Groupe Crédit Agricole a opté pour l'approche de « mesures avancées » (AMA) qu'il a décidé de déployer sur l'ensemble de ses filiales et Caisses Régionales. Cette approche permet au Groupe Crédit Agricole de calculer son exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel grâce à des techniques de modélisation et de quantification du risque.

#### **Présentation du dispositif**

Le dispositif de gestion des risques opérationnels s'articule de la façon suivante :

- **Une cartographie** qui permet l'identification et l'évaluation qualitative des risques opérationnels selon 3 critères de cotation :

- les pertes attendues et leur fréquence
- les pertes exceptionnelles et leur probabilité de survenance
- le niveau de maîtrise

- **Une collecte des pertes opérationnelles**

La démarche adoptée est celle recommandée par le groupe Crédit Agricole SA. La Caisse Régionale Loire Haute-Loire recense au fil de l'eau les incidents et leurs conséquences financières. Avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque.

## - **Des scénarii majeurs**

L'analyse des scénarii permet selon des hypothèses de probabilité de survenance et d'impact, d'évaluer les conséquences financières sur l'Exigence en fonds propres de la Caisse Régionale.

La pertinence des scénarios est régulièrement analysée pour tenir compte des modifications de l'environnement interne et externe.

- **Des tableaux de bord** issus de la collecte sont réalisés trimestriellement et communiqués au Responsable du Contrôle Permanent et des Risques ainsi qu'aux différents gestionnaires.

Une fois par trimestre, un reporting normé est adressé à Crédit Agricole SA pour consolidation.

## 2. Principales évolutions en terme :

### 2.1. de dispositif de gestion des risques opérationnels

Le nouvel outil de contrôle interne déployé en 2008 propose un module de gestion des plans d'actions qui permettra d'articuler le suivi et l'analyse des Risques Opérationnels au regard des risques identifiés.

Le pôle risque opérationnel est renforcé pour permettre un pilotage et un renforcement du suivi des actions correctrices nécessaires à la maîtrise des processus portant un coût du risque considéré comme sensible.

Enfin, le déploiement de nouveaux tableaux de bord sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2008 permettra aux gestionnaires d'appréhender plus précisément les risques logés dans les processus sensibles.

### 2.2. de gestion du risque

#### - **cartographie**

La cartographie 2008 sera engagée en fin d'année et s'appuiera sur le nouvel outil national Europ@ en fonction de son niveau de déploiement.

#### - **collecte des pertes**

Le suivi mensuel des déclarations est réalisé avec relance systématique des déclarants.

Les pertes collectées au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 n'ont pas révélé d'alerte sur les indicateurs fixés dans la politique « Risques Opérationnels ».

#### - **scénarii majeurs**

Les travaux sur les scénarii majeurs ont été conduits conformément au plan d'actions défini par Crédit Agricole SA. Les chiffreages et les impacts sur le calcul de l'exigence en fonds propres au titre des risques opérationnels ont été validés par la Direction Générale de la Caisse Régionale.

- **Pilotage et tableaux de bord**

Un point sur le dispositif et les tableaux de bord ont été présentés en Comité de Contrôle Interne restreint du 26/05/2008. Les principaux indicateurs permettent un suivi des seuils d'alerte sur les processus les plus sensibles. Les variations importantes entre 2 périodes sont analysées et font l'objet d'actions correctrices par les services gestionnaires.

## **VI. Dispositif de contrôle interne**

### **a. Le contrôle permanent**

L'organisation mise en place au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Loire Haute Loire s'appuie sur les obligations du CRBF 97 02 ainsi que sur les recommandations émises par le Comité Plénier de Contrôle Interne des Caisses régionales pour l'application du règlement CRBF 97-02.

Le dispositif s'articule autour de 3 fonctions :

- une fonction «Contrôle Périodique» au sens d'Audit-Inspection, exclusive de toute autre fonction, dotée d'effectifs dédiés, rattaché au Directeur Général.
- une fonction «Contrôle Permanent», chargée de la gestion globale des risques.  
Ce service est doté d'effectifs exclusivement dédiés aux contrôles des risques crédits, financiers, comptables et à l'animation du dispositif de contrôle permanent.
- une fonction «Contrôle de la Conformité», dont le Responsable est rattaché au Responsable du Contrôle Permanent. La fonction de Responsable du Contrôle de la Conformité recouvre le contrôle des services d'investissement au sens de la réglementation de l'AMF, le contrôle du risque de non-conformité et la Sécurité Financière/lutte anti-blanchiment.

Des contrôles permanents opérationnels sont réalisés au sein des unités du siège, des réseaux de distribution et des filiales, sur la base des manuels de procédures décrivant les traitements à réaliser ainsi que les contrôles afférents.

Les points à contrôler ont été définis à partir notamment des procédures de la Caisse Régionale, des fiches de contrôle de l'inspection générale groupe, de la cartographie des risques opérationnels et sont régulièrement actualisés.

Les résultats des contrôles sont formalisés et font l'objet d'un reporting de synthèse périodique communiqués aux différents niveaux hiérarchiques ainsi qu'à l'organe exécutif et à l'organe délibérant.

Dans le cadre du respect de nos obligations réglementaires les éléments de mesure et de maîtrise des risques sont repris dans le rapport annuel de contrôle interne qui est adressé à la Commission Bancaire via l'organe central du groupe Crédit Agricole. Une présentation en est faite au Conseil d'Administration et communiquée aux Commissaires aux comptes.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2008, poursuite de la démarche engagée fin 2006 avec la finalisation du déploiement d'un outil de reporting sous intranet. Ce nouvel outil permettant différents angles d'analyse des reporting de contrôle, intègre notamment les événements de risque Bâle II.

La saisie du plan de contrôle dans l'outil a permis la finalisation du rapprochement Risques opérationnels / point de contrôle du dispositif de contrôle ainsi qu'une actualisation des points de contrôle en collaboration avec les services centraux.

L'actualisation des procédures de gestion des dispositifs de contrôle s'est poursuivie.

## **b. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008, la Caisse Régionale a poursuivi ses actions de prévention et de contrôle des risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes relatives notamment aux activités de services d'investissement, à la prévention du blanchiment de capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme. Les moyens spécifiques d'encadrement et de surveillance des opérations portent entre autre sur la formation du personnel, l'adoption de règles écrites internes, l'accomplissement des obligations déclaratives vis-à-vis des autorités de tutelle.

Dès la fin de l'année 2007, la Caisse Régionale a engagé la mise en application de la Directive Européenne Marchés d'Instruments Financiers : classification et pré-qualification des clients, information des clients, mise en œuvre de formulaire pour le réseau commercial, classification des produits, mise en place d'une nouvelle convention de compte titres dans le cadre de la « best execution », et formation des collaborateurs des réseaux commerciaux. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008, la Caisse Régionale a poursuivi le déploiement du dispositif. Suite à la pré-qualification communiquée aux clients fin 2007, les réseaux commerciaux ont en charge de la valider ou de la modifier, avec ceux-ci, au moyen du questionnaire d'évaluation des connaissances et de l'expérience en matière d'instruments financiers. L'évolution des clients du statut pré-qualifié à qualifié, de même que les opérations réalisées avec les clients afin de s'assurer du respect des règles en vigueur font l'objet d'un suivi.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Abus de marché, la Caisse Régionale procède à l'analyse des alertes générées par l'outil de détection des délits d'initiés Actimize mis en œuvre début 2008.

Afin de renforcer son dispositif de lutte contre le blanchiment, la Caisse Régionale a engagé au 1<sup>er</sup> semestre 2008, le déploiement de l'outil groupe Crédit Agricole de profilage des comptes des clients, Norkom.

La Caisse Régionale a engagé dès le début de l'année 2008, un plan d'actions relatif à la mise à jour des données clients notamment sur les pièces justificatives (articles L 563-1 et R563-1, du code Monétaire et Financier pour la lutte anti-blanchiment, et de l'article L.533-14 du code monétaire et financier pour la fourniture des services d'investissement). Ce plan d'actions calendarisé avec des cibles prioritaires fait l'objet d'un suivi et de reportings au niveau de Crédit Agricole SA.

L'ensemble de ces dispositifs font l'objet d'un suivi par le Responsable du Contrôle de la Conformité de la Caisse régionale, placé sous la responsabilité du Responsable du Contrôle permanent de la Caisse Régionale. Un reporting des résultats des dispositifs de contrôle est réalisé tant au niveau des comités internes (comité de contrôle interne - comité conformité), qu'au niveau du conseil d'administration de la Caisse Régionale.

### **c. Le contrôle périodique**

En application du règlement 97-02 modifié, les missions d'audit sont réalisées par une équipe d'audit dédiée au contrôle périodique des activités du siège et du réseau ainsi que toutes les entités relevant de son périmètre, conformément au plan d'audit annuel 2008 validé par le Directeur Général en Comité de Contrôle Interne le 10 mars 2008.

Les missions d'audit ont pour objectif de s'assurer du respect de la réglementation, des procédures en vigueur dans la Caisse Régionale et d'apprécier la qualité des dispositifs de contrôle interne en place.

La synthèse et les conclusions générales des missions ainsi que les suivis de missions réalisées au cours du premier trimestre 2008 ont été présentés au Directeur Général lors du Comité de Contrôle Interne du 26 mai 2008.

## **VII. Tendances récentes et perspectives**

### **a. Evènements récents**

Sur le premier trimestre, le Crédit Agricole a réalisé une enquête auprès de ses clients afin de recueillir les points positifs et les points perfectibles relatifs à la qualité de l'accueil et des services clients.

Les réponses obtenues permettent de constater que les efforts engagés sur la qualité de la relation client génèrent des améliorations.

Par exemple, les investissements réalisés dans le cadre d'oxygène pour permettre aux clients d'accéder à sa banque 24 h/24 affichent la meilleure note.

Pour souligner l'importance de la qualité de la relation client, de nouveaux indicateurs qualitatifs de suivi de la qualité sont en cours d'élaboration. .

Au plan de la contribution au développement du territoire, une agence de développement territorial a été créée pour les collectivités locales, le logement social, le secteur médico-social et l'aménagement du territoire à la fin du premier trimestre 2008.

Au cours du second trimestre, l'activité a été soutenue avec la rencontre des maires sur le territoire en synergie avec le réseau de proximité et le lancement de l'assurance auprès des collectivités locales. Les premiers résultats sont encourageants.

### **b. Perspectives pour le second semestre**

2008 va marquer pour le Crédit Agricole Loire Haute-Loire l'achèvement de son plan stratégique 2004-2008 dans le respect des objectifs qui avaient été fixés.

A l'aube de son nouveau plan stratégique, le Crédit Agricole Loire Haute-Loire s'inscrit dans une démarche de progrès au service de ses clients et de ses territoires, démarche qui intègre prioritairement la relation client et la qualité de service.

## **PARTIE B. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2008**

<b>COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>33</b>
<b>BILAN ACTIF .....</b>	<b>34</b>
<b>BILAN PASSIF .....</b>	<b>35</b>
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>36</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....</b>	<b>37</b>
<b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2008 .....</b>	<b>39</b>
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE .....	39
2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION - PARTIES LIEES .....	40
2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice.....	40
2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre.....	41
2.3. Les écarts d'acquisition.....	42
2.4. Parties liées .....	42
2.5. Risques juridiques.....	43
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....	44
3.1. Produits et Charges d'intérêts .....	44
3.2. Commissions nettes .....	45
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat .....	46
3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente .....	48
3.5. Produits et charges nets des autres activités.....	48
3.6. Charges générales d'exploitation .....	49
3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....	49
3.8. Coût du risque.....	50
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs.....	51
3.10. Impôts.....	51
4. INFORMATIONS SECTORIELLES.....	52
5. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 30 JUIN 2008 .....	54
5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat .....	54
5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente .....	55
5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle .....	56
5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers.....	58
5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.....	59
5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.....	60
5.7. Immeubles de placement.....	61
5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) .....	61
5.9. Ecart s d'acquisition .....	61
5.10. Provisions.....	62
5.11. Capitaux propres.....	64
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE .....	66
7. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE .....	67
8. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2008.....	67

## **CADRE GENERAL**

### **Présentation juridique de l'entité**

Caisse Régionale de Crédit Agricole mutuel Loire Haute Loire

94, rue BERGSON 42 000 SAINT ETIENNE

Inscription au registre du commerce de SAINT ETIENNE

SIRET 380 386 854 00018

Et abaissement de crédit et courtage d'assurance

Société coopérative à capital variable

Code APE : 651D

Caisse cotés sur l'Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C)

## COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>	<b>30.06.2007</b>
Intérêts et produits assimilés	223 615	413 332	203 017
Intérêts et charges assimilées	-132 143	-228 028	-108 792
Commissions (produits)	49 725	93 078	47 132
Commissions (charges)	-5 995	-10 664	-5 166
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-2 450	643	-370
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	20 486	25 271	24 337
Produits des autres activités	13 013	31 812	15 325
Charges des autres activités	-235	-1 282	-620
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>166 016</b>	<b>324 162</b>	<b>174 863</b>
Charges générales d'exploitation	-89 720	-180 378	-92 161
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-4 732	-14 622	-6 315
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>71 564</b>	<b>129 162</b>	<b>76 387</b>
Coût du risque	-9 532	-22 939	-10 155
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>62 032</b>	<b>106 223</b>	<b>66 232</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-340	-522
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>62 032</b>	<b>105 883</b>	<b>65 710</b>
Impôts sur les bénéfices	-14 701	-26 465	-15 962
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>RESULTAT NET</b>	<b>47 331</b>	<b>79 418</b>	<b>49 748</b>
Intérêts minoritaires		-487	-4
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>47 331</b>	<b>79 905</b>	<b>49 752</b>

## **BILAN ACTIF**

(en milliers d'euros)	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES	29 835	35 895
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	37 205	40 271
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	8 732	15 462
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	458 631	608 648
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	797 079	790 094
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5 630 159	5 218 545
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE	263 553	258 450
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS	5 953	5 620
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	85 262	75 813
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		
IMMEUBLES DE PLACEMENT	278	287
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	59 477	62 387
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 113	35 090
ECARTS D'ACQUISITION		
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>7 411 277</b>	<b>7 146 562</b>

## **BILAN PASSIF**

(en milliers d'euros)	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
BANQUES CENTRALES		
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	393	440
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	28 406	16 973
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	4 454 253	4 072 243
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	1 676 040	1 656 255
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	25 586	34 481
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX	-27 233	-11 382
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS		
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	6 081	6 010
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	138 451	147 855
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		
PROVISIONS	37 386	36 287
DETTES SUBORDONNEES	48 583	47 981
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	1 023 328	1 139 416
CAPITAL ET RESERVES LIEES	256 047	257 434
RESERVES CONSOLIDEES	694 703	626 282
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES	25 247	175 795
RESULTAT DE L'EXERCICE	47 331	79 905
INTERETS MINORITAIRES	3	3
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>7 411 277</b>	<b>7 146 562</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
<i>(en milliers d'Euros)</i>											
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2007</b>	152 152	184 157	-76 463	559 390		309 864		75 978	1 205 078	730	1 205 808
Augmentation de capital	312			0					312		312
Variation des titres auto détenus			-119	113					-6		-6
Distributions versées en 2007				-33 312					-33 312		-33 312
Dividendes reçus des CR et filiales				23 912					23 912		23 912
Variation de juste valeur				0		-32 815			-32 815		-32 815
Résultat au 30/06/2008				0				49 752	49 752		49 752
affectation résultat N-1				75 978				-75 978	0		0
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Variation de l'écart de conversion				0					0		0
Autres variations				0					0		0
<b>Capitaux propres au 30 juin 2007</b>	152 464	184 157	-76 582	626 081	0	277 049	0	49 752	1 212 921	730	1 213 651
Augmentation de capital	-2 600			0					-2 600		-2 600
Variation des titres auto détenus			-5	0					-5		-5
Dividendes reçus des CR et filiales				0					0		0
Variation de juste valeur				0		-101 254			-101 254		-101 254
Résultat du second semestre 2007				0				30 153	30 153	-489	29 664
Décote Crédit Agricole SA				119					119		119
Annulation droit au bail				81					81	-81	0
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Sortie de périmètre				0					0	-156	-156
Variation de l'écart de conversion				0					0		0
Autres variations				1					1	-1	0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2007</b>	149 864	184 157	-76 587	626 282	0	175 795	0	79 905	1 139 416	3	1 139 419
Augmentation de capital	-1 349			0					-1 349		-1 349
Variation des titres auto détenus			-38	2					-36		-36
Distributions versées en 2008				-39 159					-39 159		-39 159
Dividendes reçus des CR et filiales				27 667					27 667		27 667
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		-150 548			-150 548		-150 548
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0					0		0
Affectation résultat N-1				79 905				-79 905	0		0
Résultat au 30/06/2008				0				47 331	47 331		47 331
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Variation de l'écart de conversion				0					0		0
Autres variations				6					6		6
<b>Capitaux propres au 30 juin 2008</b>	148 515	184 157	-76 625	694 703	0	25 247	0	47 331	1 023 328	3	1 023 331

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2008	1er semestre 2007	2007
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>62 032</b>	<b>65 710</b>	<b>105 883</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4 741	6 325	14 641
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations	4 889	6 541	16 541
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-69	538	514
(Produits)/charges des activités de financement	1 081	1 084	2 158
intérêts courus non échus (créances et dettes rattachées)	2 384	-644	-1 368
autres éléments non monétaires	-15 735	-24 509	-14 267
Autres mouvements			
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>- 2 709</b>	<b>- 10 665</b>	<b>18 219</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	334 137	187 897	177 969
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-394 862	-214 979	-442 329
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	12 220	28 407	24 397
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs disponibles à la vente	-8 021	197	-12 715
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs détenus à échéance	-5 916	-22 553	-38 648
Flux liés aux autres opérations affectant des immeubles de placement			34
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-20 145	1 855	75 208
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-5 943	-11 932	-29 252
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>- 88 530</b>	<b>- 31 108</b>	<b>- 245 336</b>
<b>TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>- 29 207</b>	<b>23 937</b>	<b>- 121 234</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>	228	-8 189	-41 973
<b>Flux liés aux filiales</b>	-2		645
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	-1 938	-3 779	-7 170
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>- 1 712</b>	<b>- 11 968</b>	<b>- 48 498</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>	-12 842	-9 085	-11 690
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</b>	-479	-262	-2 147
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>- 13 321</b>	<b>- 9 347</b>	<b>- 13 837</b>

<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>Augmentation/ (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>- 44 240</b>	<b>2 622</b>	<b>- 183 569</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>- 164 999</b>	<b>19 228</b>	<b>19 228</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	35 790	88 129	88 129
Comptes (actif et passif) et prêts/ emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	-200 789	-68 901	-68 901
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>- 209 239</b>	<b>21 850</b>	<b>- 164 341</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	29 835	74 315	35 790
Comptes (actif et passif) et prêts/ emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	-239 074	-52 465	-200 131
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>- 44 240</b>	<b>2 622</b>	<b>- 183 569</b>

\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2008, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale de Loire Haute Loire 228 K€, portant notamment sur les opérations suivantes : CA Titres (95 K€), Fonds croissance (90 K€), Velay Voyage (33 K€).

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Loire Haute Loire à ses actionnaires, à hauteur de 11 492 K€ pour le premier semestre 2008.

(3) au cours du premier semestre 2008, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 0 K€.

## **NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUN 2008**

### **1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe**

Les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse Régionale de Loire Haute Loire ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2008.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse Régionale de Loire Haute Loire au 31 décembre 2007, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Aucune norme ou interprétation n'est d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2008.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. Cette norme sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007), relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne et appliqué par le Groupe Crédit Agricole est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2008.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de La Caisse Régionale Loire Haute Loire et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus

significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de La Caisse Régionale Loire Haute Loire sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## **2. Périmètre de consolidation - parties liées**

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

### **2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice**

#### **✓ Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2008**

- 1) Sociétés entrées dans le périmètre soit par création, soit du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres, soit du fait d'un franchissement du seuil de signification :

Aucune nouvelle société n'est entrée dans le périmètre de la Caisse Régionale Loire Haute Loire

- 2) Passage d'un palier à une consolidation en directe

Aucun changement

#### **✓ Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2008**

- 1) Cession de sociétés hors groupe :

Néant

- 2) Application des seuils de signification ou cessation d'activité

Néant

3) Fusion ou absorption par une société du groupe

Néant

4) Passage d'une consolidation en direct à un palier

Néant

✓**Changement de dénomination sociale :**

**Néant**

✓**Changement de méthode de consolidation : (le cas échéant)**

Néant

## **2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre**

Il n'y a pas eu d'opérations externes réalisées au cours du premier semestre.

### **2.3. Les écarts d'acquisition**

Néant

### **2.4. Parties liées**

Les parties liées à la Caisse Régionale de Loire Haute Loire sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

La Caisse Régionale est :

- L'actionnaire majoritaire à hauteur de 66,66% de la SA DEFITECH, société holding des sociétés DEFITECH Routage Communication et DEFITECH Dauphicom
- L'actionnaire majoritaire à hauteur de 99,99 % de la SA COFAM, société holding des sociétés SAS LOCAM et SAS SIRCAM
- L'associé du GIE AMT à hauteur de 16,67 %
- L'associé principal à hauteur de 98,71% de la SCI CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE LOIRE, société détenant et assurant la gestion d'une partie des immeubles d'exploitation de la Caisse Régionale Loire Haute-Loire
- L'associé majoritaire de la SARL FINAL, filiale de participation minoritaire au sein des sociétés suivantes : SNC Foncière Forez Velay, SNC LAMY, et SNC CORTON
- L'associé majoritaire à hauteur de 99,98% de la SNC Foncière Forez Velay, société exerçant une activité de marchand de bien
- L'associé majoritaire à hauteur de 99,99 % de la SNC LAMY, filiale patrimoniale détenant des biens immobiliers
- L'associé majoritaire à hauteur de 99,99% de la SNC CORTON, filiale patrimoniale détenant des biens immobiliers
- L'actionnaire majoritaire à hauteur de 99,99% de la SAS IMMONIAL et de la SAS IMMONIAL HAUTE LOIRE, filiales exerçant une activité de régie immobilière
- L'actionnaire majoritaire à hauteur de 99,99% de la SA VICTOR MARECHAL, société Holding à hauteur de 2,08% de la SA CHENE VERT
- L'actionnaire majoritaire à hauteur de 97,92% de la SA CHENE VERT, filiale patrimoniale détenant des biens immobiliers

La Caisse Régionale Loire Haute-Loire entretient des relations contractuelles avec l'ensemble de ses filiales mais aucune transaction en raison de leur nature et des montants en cause n'est significative pour la compréhension de ses états financiers.

La Caisse Régionale Loire Haute-Loire a toutefois procédé à la reprise d'un contrat de crédit bail liant la société UCABAIL, crédit bailleur, à la SA DEFITECH routage et communication, crédit preneur cédant, par acte authentique en date du 21 décembre 2005, en contrepartie

du versement d'une soule à hauteur de 244.320 euros et d'un engagement en qualité de crédit preneur cessionnaire de procéder au remboursement, à compter de la date de cession, des charges de locations financières afférentes.

Il s'agit du seul crédit bail immobilier dont la Caisse Régionale Loire Haute-Loire assume le remboursement.

## **2.5. Risques juridiques**

Au 30 juin 2008, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la Caisse Régionale Loire Haute Loire.

Les procédures judiciaires en cours impliquant la Caisse Régionale Loire Haute Loire ne sont pas de nature, en raison des montants en cause et ce quelque soit leur issue, à avoir une incidence significative sur sa situation financière.

La Caisse Régionale Loire Haute Loire n'est dépendante d'aucun brevet ou licence, ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

## Notes relatives au compte de résultat

### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 866	3 378	1 658
Sur opérations internes au Crédit Agricole	19 893	35 736	18 262
Sur opérations avec la clientèle	111 226	199 991	97 150
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	23	20	21
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 896	10 972	5 392
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	12 270	25 265	12 759
Sur opérations de location-financement	72 441	137 970	67 775
Autres intérêts et produits assimilés			
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>223 615</b>	<b>413 332</b>	<b>203 017</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 028	-1 284	-650
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-84 924	-145 567	-69 904
Sur opérations avec la clientèle	-6 335	-8 007	-2 594
Actifs financiers disponibles à la vente	-18	-33	-8
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-771	-1 025	-421
Sur dettes subordonnées	-1 081	-2 158	-1 084
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-12 121	-23 377	-10 474
Sur opérations de location-financement	-25 865	-46 577	-23 657
Autres intérêts et charges assimilées			
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-132 143</b>	<b>-228 028</b>	<b>-108 792</b>

(1) dont 2 088 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30/06/08 (total PCCO 707090)

(2) dont 4 810 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30/06/08

### 3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30.06.2008		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	446	-140	306
Sur opérations internes au Crédit Agricole	7 596	-3 160	4 436
Sur opérations avec la clientèle	13 957	-499	13 458
Sur opérations sur titres		-129	-129
Sur opérations de change	21		21
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	2 432	-197	2 235
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	18 509	-1 855	16 654
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	6 764	-15	6 749
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>49 725</b>	<b>-5 995</b>	<b>43 730</b>

(en milliers d'euros)	31.12.2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	624	-242	382
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 773	-4 576	10 197
Sur opérations avec la clientèle	25 653	-855	24 798
Sur opérations sur titres		-269	-269
Sur opérations de change	37		37
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	2 812	-394	2 418
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	35 972	-4 326	31 646
Fiducie et activités analogues	13 207	-2	13 205
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>93 078</b>	<b>-10 664</b>	<b>82 414</b>

(en milliers d'euros)	30.06.2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	316	-129	187
Sur opérations internes au Crédit Agricole	7 478	-2 282	5 196
Sur opérations avec la clientèle	12 990	-451	12 539
Sur opérations sur titres		-76	-76

Sur opérations de change	15		15
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1 404	-205	1 199
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	8 651	-1	8 650
Fiducie et activités analogues	16 278	-2 022	14 256
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>47 132</b>	<b>-5 166</b>	<b>41 966</b>

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	153	288	146
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-2 738	367	-497
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	135	-12	-19
Résultat de la comptabilité de couverture			
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>-2 450</b>	<b>643</b>	<b>-370</b>

#### Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)			
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>			
Variations de juste valeur des éléments couverts	15 759		15 759
Variations de juste valeur des dérivés de couverture		- 15 759	- 15 759
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>15 759</b>	<b>- 15 759</b>	<b>0</b>

(en milliers d'euros)	31.12.2007		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b> Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)			
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b> Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b> Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b> Variations de juste valeur des éléments couverts Variations de juste valeur des dérivés de couverture	14 312	- 14 312	14 312 - 14 312
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b> Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>14 312</b>	<b>- 14 312</b>	<b>0</b>

(en milliers d'euros)	30.06.2007		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b> Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)			
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b> Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b> Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b> Variations de juste valeur des éléments couverts Variations de juste valeur des dérivés de couverture	24 553	- 24 553	0 24 553 - 24 553
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b> Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>24 553</b>	<b>- 24 553</b>	<b>0</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dividendes reçus	19 363	19 433	18 833
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	1 123	5 846	5 505
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)		-8	-1
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>20 486</b>	<b>25 271</b>	<b>24 337</b>

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		20	
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-9	-19	-10
Autres produits (charges) nets	12 787	30 529	14 715
- Produits nets d'exploitation bancaire	10 177	13 849	6 062
- Produits nets d'exploitation non bancaire	2 610	16 390	8 511
- Variation des provisions d'exploitation non bancaire		304	142
- Produits nets d'exploitation bancaire		-14	
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>12 778</b>	<b>30 530</b>	<b>14 705</b>

### 3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charges de personnel	43 848	87 914	45 317
Impôts et taxes	2 312	4 692	2 777
Services extérieurs et autres charges	43 560	87 772	44 067
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>89 720</b>	<b>180 378</b>	<b>92 161</b>

#### Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Salaires et traitements	22 584	48 845	24 020
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	2 206	5 239	2 337
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	777	1 197	682
Autres charges sociales	8 942	17 664	9 384
Intéressement et participation	7 129	9 752	6 628
Impôts et taxes sur rémunération	2 210	5 217	2 266
<b>Total charges de personnel</b>	<b>43 848</b>	<b>87 914</b>	<b>45 317</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dotations aux amortissements	4 732	12 661	6 851
Dotations aux dépréciations		1 961	- 536
<b>total</b>	<b>4 732</b>	<b>14 622</b>	<b>6 315</b>

### 3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>- 28 762</b>	<b>- 60 591</b>	<b>- 34 170</b>
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	-26 006	-53 638	-32 123
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-1 862	-1 158	-1 129
Risques et charges	-894	-5 795	-918
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>19 681</b>	<b>38 565</b>	<b>24 518</b>
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	19 245	34 777	23 326
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Comptes de régularisation et actifs divers	48	270	12
Engagements par signature	388	680	601
Risques et charges		2 838	579
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>- 9 081</b>	<b>- 22 026</b>	<b>- 9 652</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-762	-1 934	-813
Récupérations sur prêts et créances amorties	351	1 082	338
Pertes sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Décotes sur crédits restructurés	-40	-61	-28
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
<b>Coût du risque</b>	<b>- 9 532</b>	<b>- 22 939</b>	<b>- 10 155</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>0</b>	<b>- 340</b>	<b>- 522</b>
Plus-values de cession		399	137
Moins-values de cession		-739	-659
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>0</b>	<b>- 340</b>	<b>- 522</b>

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charge d'impôt courant	-11 970	-25 493	-14 915
Charge d'impôt différé	-2 731	-972	-1 047
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>- 14 701</b>	<b>- 26 465</b>	<b>- 15 962</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	62 032	34,43%	21 358
Effet des différences permanentes			-6 116
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			
Effet de l'imposition à taux réduit			-74
Effet des autres éléments			-467
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>23,69%</b>	<b>14 701</b>

## 4. Informations sectorielles

### Information sectorielle par pôles d'activité

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché.

(en milliers d'euros)	30.06.2008		
	Banque de proximité en France	Activité Crédit bailleur	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>124 954</b>	<b>41 062</b>	<b>166 016</b>
Charges de fonctionnement	-69 377	-25 075	-94 452
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>55 577</b>	<b>15 987</b>	<b>71 564</b>
Coût du risque	-7 642	-1 890	-9 532
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>47 935</b>	<b>14 097</b>	<b>62 032</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			0
Gains ou pertes nets sur autres actifs			0
Variation de valeur des écarts d'acquisition			0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>47 935</b>	<b>14 097</b>	<b>62 032</b>
Impôts sur les bénéfices	-9 852	-4 849	-14 701
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			0
<b>Résultat net</b>	<b>38 083</b>	<b>9 248</b>	<b>47 331</b>
Intérêts minoritaires			
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>38 083</b>	<b>9 248</b>	<b>47 331</b>

(en milliers d'euros)	31.12.2007		
	Banque de proximité en France	Activité Crédit bailleur	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>243 428</b>	<b>80 734</b>	<b>324 162</b>
Charges de fonctionnement	-147 305	-47 695	-195 000
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>96 123</b>	<b>33 039</b>	<b>129 162</b>
Coût du risque	-18 887	-4 052	-22 939
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>77 236</b>	<b>28 987</b>	<b>106 223</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-340		-340
Variation de valeur des écarts d'acquisition			0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>76 896</b>	<b>28 987</b>	<b>105 883</b>
Impôts sur les bénéfices	-16 483	-9 982	-26 465
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			0
<b>Résultat net</b>	<b>60 413</b>	<b>19 005</b>	<b>79 418</b>
Intérêts minoritaires	-487		-487
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>60 900</b>	<b>19 005</b>	<b>79 905</b>

(en milliers d'euros)	30.06.2007		
	Banque de proximité en France	Activité Crédit bailleur	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>135 268</b>	<b>39 595</b>	<b>174 863</b>
Charges de fonctionnement	-74 758	-23 718	-98 476
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>60 510</b>	<b>15 877</b>	<b>76 387</b>
Coût du risque	-8 586	-1 569	-10 155
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>51 924</b>	<b>14 308</b>	<b>66 232</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-522		-522
Variation de valeur des écarts d'acquisition			0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>51 402</b>	<b>14 308</b>	<b>65 710</b>
Impôts sur les bénéfices	-11 035	-4 927	-15 962
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			0
<b>Résultat net</b>	<b>40 367</b>	<b>9 381</b>	<b>49 748</b>
Intérêts minoritaires	-4		-4
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>40 371</b>	<b>9 381</b>	<b>49 752</b>

## 5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2008

### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 394	4 340
Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option	32 811	35 931
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>37 205</b>	<b>40 271</b>
<b>Dont Titres prêtés</b>		

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	<b>3 987</b>	<b>3 913</b>
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	3 987	3 913
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	<b>407</b>	<b>427</b>
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>4 394</b>	<b>4 340</b>

#### Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	<b>32 811</b>	<b>35 931</b>
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	32 811	35 931
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>32 811</b>	<b>35 931</b>

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31.06.2008	31.12.2007
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	393	440
Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option		
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>393</b>	<b>440</b>

### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	393	440
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>393</b>	<b>440</b>

### Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

NEANT

## 5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2008			31.12.2007
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	159 563	18 199	991	163 275
Actions et autres titres à revenu variable	20 288	2 833	30	20 917
Titres de participation non consolidés	278 777	15 169	2 846	424 453
Créances disponibles à la vente				
Créances rattachées	3			3
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>458 631</b>	<b>36 201</b>	<b>3 867</b>	<b>608 648</b>
<b>Impôts différés</b>		<b>7 428</b>	<b>341</b>	
<b>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)</b>		<b>28 773</b>	<b>3 526</b>	

### 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2008	31.12.2007
(en milliers d'euros)		
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	3 969	23 485
dont comptes ordinaires débiteurs sains		
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	266	266
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
<b>Total</b>	<b>4 235</b>	<b>23 751</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>276</b>	<b>6</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>4 511</b>	<b>23 757</b>
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	8 676	7 798
Comptes et avances à terme	747 385	720 610
Prêts subordonnés	24 600	24 600
<b>Total</b>	<b>780 661</b>	<b>753 008</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>11 907</b>	<b>13 329</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>792 568</b>	<b>766 337</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>797 079</b>	<b>790 094</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2008	31.12.2007
(en milliers d'euros)		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	28 950	44 750
Autres concours à la clientèle	4 978 480	4 660 792
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	37 400	37 400
Titres non cotés sur un marché actif	1 660	1 660
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	71 007	4 513
Comptes ordinaires débiteurs	63 940	63 455
<b>Total</b>	<b>5 181 437</b>	<b>4 812 570</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>28 326</b>	<b>26 754</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>- 116 199</b>	<b>- 117 198</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>5 093 564</b>	<b>4 722 126</b>
Opérations de location financement		
Location financement immobilier		
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées	548 235	508 268
<b>Total</b>	<b>548 235</b>	<b>508 268</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>840</b>	<b>669</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>- 12 480</b>	<b>- 12 518</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>536 595</b>	<b>496 419</b>
<b>Total</b>	<b>5 630 159</b>	<b>5 218 545</b>

## Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	30.06.2008					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
Administrations centrales						0
Institutions non établissements de crédit	330 627	209	112			330 515
Etablissements de crédit	784 896					784 896
Grandes entreprises	1 268 185	38 649	31 032	9 655	8 898	1 228 255
Clientèle de détail	4 130 860	57 411	38 861	22 055	18 707	4 073 292
<b>Total *</b>	<b>6 514 568</b>	<b>96 269</b>	<b>70 005</b>	<b>31 710</b>	<b>27 605</b>	<b>6 416 958</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>34 747</b>
<b>Dépréciations sur basecollective</b>						<b>-24 467</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>6 427 238</b>

\* Dont actifs restructurés non dépréciés pour 5 269 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31.12.2007					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
Administrations centrales institutions non établissements de crédit	318 918	171	137			318 781
Etablissements de crédit	776 759					776 759
Grandes entreprises	1 172 328	35	28 018	9 852	9 852	1 134 458
Clientèle de détail	3 829 592	58	41 590	19 835	17 126	3 770 876
<b>Total *</b>	<b>6 097 597</b>	<b>94</b>	<b>69 745</b>	<b>29 687</b>	<b>26 978</b>	<b>6 000 874</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>33 397</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>						<b>-25 632</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>6 008 639</b>

\* Dont actifs restructurés non dépréciés pour 3 928 milliers d'euros

#### 5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2008
<b>Créances sur établissements de crédit</b>							0
<b>Créances sur la clientèle</b>	117 198		24 918	-25 917			116 199
dont provisions collectives	25 632			-1 165			24 467
<b>Opérations de location financement</b>	12 518		2 329	-2 367			12 480
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>							0
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	5 239			-32			5 207
<b>Autres actifs financiers</b>	484		71	-48			507
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>135 439</b>	<b>0</b>	<b>27 318</b>	<b>-28 364</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>134 393</b>

## 5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	11 498	3 193
dont comptes ordinaires créditeurs		
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Total</b>	<b>11 498</b>	<b>3 193</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>86</b>	<b>81</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 584</b>	<b>3 274</b>
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	243 031	230 865
Comptes et avances à terme	4 189 920	3 829 662
<b>Total</b>	<b>4 432 951</b>	<b>4 060 527</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>9 718</b>	<b>8 442</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 442 669</b>	<b>4 068 969</b>
<b>Valeur au bilan des dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>4 454 253</b>	<b>4 072 243</b>

### Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Comptes ordinaires créditeurs	1 394 666	1 467 639
Comptes d'épargne à régime spécial	29 273	21 864
Autres dettes envers la clientèle	249 224	164 942
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Total</b>	<b>1 673 163</b>	<b>1 654 445</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>2 877</b>	<b>1 810</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 676 040</b>	<b>1 656 255</b>

## 5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	93	93
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables :	25 225	34 198
. Émis en France	25 225	34 198
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Total</b>	<b>25 318</b>	<b>34 291</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>268</b>	<b>190</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>25 586</b>	<b>34 481</b>
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	47 597	47 590
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
<b>Total</b>	<b>47 597</b>	<b>47 590</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>986</b>	<b>391</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>48 583</b>	<b>47 981</b>

Au cours du premier semestre 2008, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 0€

## 5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
Valeur brute	387						387
Amortissements et dépréciations	-100		-9				-109
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>287</b>	<b>0</b>	<b>-9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>278</b>

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

## 5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute (1)	135 387		1 730	- 7		- 93	137 017
Créances rattachées	-						-
Amortissements & Dépréciations (2)	- 73 000		- 4 677	137			- 77 540
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>62 387</b>	<b>-</b>	<b>- 2 947</b>	<b>130</b>	<b>-</b>	<b>- 93</b>	<b>59 477</b>
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	61 168		78				61 246
Amortissements & Dépréciations	- 26 078		-55				- 26 133
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>35 090</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35 113</b>

(1) Dont retraitement Crédit-Bail pour 3 500 K€ (valeur d'origine)

(2) Dont retraitement Crédit-Bail pour 621 K€ (cumul amortissements)

## 5.9. Ecarts d'acquisition

Le tableau détaillant ce poste est présenté dans le chapitre Périmètre de consolidation en note 2.3

## 5.10.Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2008
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	910		5	-69	-129			717
Litiges fiscaux (2)	375							375
Autres risques (3)	1 420		118	-119	-107			1 312
Risques opérationnels (4)	16 314		568		-1 827			15 055
Litiges autres (5)	5 628		323					5 951
Risques sur les produits épargne logement (6)	9 957		864					10 821
Risques d'exécution des engagements par signature	1 399		1 862	-72	-316			2 873
Participations	284		3	-5				282
Restructurations	0							0
<b>Provisions</b>	<b>36 287</b>	<b>0</b>	<b>3 743</b>	<b>-265</b>	<b>-2 379</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 386</b>

(1) Dont 86 K€ au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 631 K€ au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(3) Provisions couvrant les litiges autres que clientèle.

(4) Provisions pour risque opérationnel destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(5) Provisions couvrant essentiellement les litiges clientèle.

(6) Voir note "EPARGNE LOGEMENT" ci-après.

### Provision épargne logement :

#### **Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne- logement sur la phase d'épargne**

En milliers d'euros	30.06.2008	31.12.2007
<b>Plans d'épargne- logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	781 466	801 453
Ancienneté de plus de 10 ans	436 454	472 149
<b>Total plans d'épargne- logement</b>	<b>1 217 920</b>	<b>1 273 602</b>
<b>Total comptes épargne- logement</b>	<b>252 175</b>	<b>255 465</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne- logement</b>	<b>1 470 095</b>	<b>1 529 067</b>

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les encours de collecte sont sur base d'inventaire à fin mai 2008, et hors prime d'état

## Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne- logement

En milliers d'euros	30.06.2008	31.12.2007
<b>Plans d'épargne- logement :</b>	20 069	21 117
<b>Comptes épargne- logement :</b>	77 684	78 256
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne- logement</b>	97 753	99 373

## Provision au titre des comptes et plans d'épargne- logement

En milliers d'euros	30.06.2008	31.12.2007
<b>Plans d'épargne- logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 042	1 327
Ancienneté de plus de 10 ans	2 063	2 406
<b>Total plans d'épargne- logement</b>	4 105	3 733
<b>Total comptes épargne- logement</b>	6 716	6 224
<b>Total provision au titre des contrats épargne- logement</b>	10 821	9 957

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

## 5.11 Capitaux propres

### ➤ Composition du capital au 30 juin 2008

Au 30 juin 2008, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 31.12.2007	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 30.06.2008
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	1 003 200			1 003 200
Dont part du Public	998 167			997 794
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 892			2 033
Dont part Auto-détenue	3 141			3 373
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	3 291 313			3 291 313
Dont part détenue par les Caisses Locales	1 263 636			1 263 636
Dont part Crédit Agricole S.A.	2 027 677			2 027 677
<b>Parts sociales</b>	3 816 197			3 816 197
Dont Caisses Locales	3 816 144			3 816 144
Dont 13 administrateurs de la CR	52			52
Dont Crédit Agricole S.A.	1			1
<b>TOTAL</b>	8 110 710	0	0	8 110 710

La valeur nominale des actions est de 3,82 euros et le montant du capital est 30 983 milliers d'euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

### ➤ Résultat par action

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

### ➤ Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2003	1,72	1,46	0,15
2004	1,72	1,72	0,15
2005	1,83	1,83	0,14
2006	1,98	1,98	0,14
2007	2,57	2,57	0,14

### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 11 492 milliers d'euros.

Le paiement du dividende relatif à l'exercice 2007 a été effectué le 06 juin 2008



## 7. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Il n'existe pas d'éléments postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause les résultats présentés ci-dessus.

## 8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008

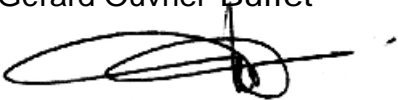
Entités		juin-08					
Entités	Description	Événement	Méthode	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Minoritaires
84500	LOIRE HAUTE-LOIRE		Mère	100,00	100,00	100,00	-
84501	CL LOIRE - HAUTE LOIRE		Mère	100,00	100,00	100,00	-
84502	SCICA HL		Globale	100,00	100,00	100,00	-
84503	COFAM		Globale	100,00	100,00	100,00	0,00
84504	SIRCAM		Globale	100,00	99,99	100,00	0,01
84506	LOCAM		Globale	100,00	100,00	100,00	0,00
84510	DEFITECH (Déconsolidée mars 08)		Neutre	-	-	-	-
84514	DEFITECH ROUTAGE ET COMMUNICATION (Déconso mars08)		Neutre	-	-	-	-
84520	SERVICE (Cession 2007)		Neutre	-	-	-	-
84521	DEFITECH DAUPHICOM (Déconsolidée mars 08)		Neutre	-	-	-	-
91000	AMT GIE (sortie Dec 06)		Neutre	-	-	-	-

## PARTIE C. Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité des rapports financiers

Je soussigné Gérard Ouvrier Buffet, Directeur Général de la Caisse régionale du Crédit Agricole Loire Haute-Loire, atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A St Etienne, le 30 juillet 2008

Le Directeur Général  
Gérard Ouvrier-Buffet



## **PARTIE D. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés résumés**

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1 - CONCLUSION SUR LES COMPTES**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnelles applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnelles applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, relative à l'information financière intermédiaire.

## **2 - VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

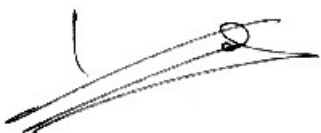
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Saint-Etienne et au Puy-en-Velay, le 26 Août 2008.

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet ROYET

Pierre BERNARD

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Bernard', written over a horizontal line.

Cabinet SEGECO

Marc JAMON

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Jamon', written over a horizontal line.